



Elections en 2023 ou en 2025

Et si les acteurs politiques se concentraient plutôt sur les préparatifs ?

Le débat sur l'organisation des futures élections au Togo engendre une véritable controverse sur la scène politique nationale ...



PAGE 3

ACTUALITÉ



Marquage fiscal automatisé

SICPA Togo s'engage dans le développement local

SICPA Togo, acteur majeur dans le marquage fiscal automatisé et sécurisé des produits de consommation ...

PAGE 9

SPORT



CAN 2023

Les « petites nations » bousculent la hiérarchie

La 32^e fête du football continental, CAN TotalEnergies Côte d'Ivoire 2023, est en grande célébration en terre ivoirienne. Après une première journée âpre entre les 24 nations, l'on assiste à une Coupe d'Afrique ...

PAGE 10

AGENDA

Panafricanisme

Le 9^eème Congrès panafricain change de dates

Le 9^eème Congrès panafricain se tiendra au cours de cette année 2024 à Lomé, la capitale togolaise. De nouvelles dates viennent d'être rendues ...

PAGE 3



Célébration du 10^eème anniversaire du FNFI

Le succès du modèle d'inclusion financière et sociale togolais

D'hier à aujourd'hui, le Fonds national de la finance inclusive (FNFI) est le couronnement d'une décennie d'activités au service des couches vulnérables de la population. Avec 109,83 milliards FCFA ...

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Entretenir les routes coûte une petite fortune

Le budget 2024 pour l'entretien du réseau routier est estimé à près de 54 milliards de Fcfa.

La Société autonome de financement de l'entretien routier (SAFER) table sur des ressources de l'ordre de 23 milliards. Reste à trouver la différence.

L'un des moyens de générer des recettes est la généralisation des péages sur les grands axes. Un nouveau poste a été inauguré samedi à Akato-Kpékuinou (route Adidogomé-Ségbé). C'est le 19^e du genre.

L'autre source de revenus provient de la Taxe sur les véhicules à moteur (TVM), dont doivent s'acquitter les motos, les voitures, les camions et les bus.

Depuis sa création en 2012, la SAFER a pu assurer l'entretien d'environ 20.000 km de routes, soit en moyenne 1800 km par an.

Le réseau routier a été modernisé ces dernières années. L'usure est rapide en raison, notamment, de la surcharge des camions togolais et étrangers.

Source: Republicoftogo

Association des Jeunes Unis pour le Bien-être, la Paix et le Vivre-Ensemble

Double manifestation divine en faveur du pays et son président, Faure Gnassingbé

A l'initiative de l'Association des Jeunes Unis pour le Bien-être, la Paix et le Vivre-Ensemble (AJUPE), une prière musulmane et une messe d'action et de grâce se sont déroulées pour placer le Togo, ainsi que son président, Faure Gnassingbé, le gouvernement et l'ensemble de la population sous la protection divine en ce début d'année 2024.



PAGE 11

	<p>SOMMAIRE</p> <p>Célébration du 10ème anniversaire du FNFI Le succès du modèle d'inclusion financière et sociale togolais</p>  <p>PP 4&5</p>	<p>Togo Infrastructures et énergies à l'heure du défi</p>  <p>PP 6&7</p>	<p>CAN 2023 Les « petites nations » bousculent la hiérarchie</p>  <p>P 10</p>
---	---	---	---

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Le Parcours Épicé de Tin'kpa Amama à Kabou

Dans un coin animé du marché de Kabou, situé dans la préfecture de Bassar au Togo, une femme remarquable du nom de Tin'kpa Amama tient son étal depuis 1996. Elle a commencé son activité de revendeuse d'épices et de condiments avec peu de ressources, mais une grande détermination. Partons à la découverte du parcours inspirant de Tin'kpa et découvrons comment le produit APSEF du FNFI lui a donné un nouvel élan.

Les débuts modestes

Le chemin vers l'entrepreneuriat de Tin'kpa Amama a débuté en 1996 lorsqu'elle a ouvert son étal au marché de Kabou. Ses débuts ont été modestes, mais sa détermination était forte. Elle se rappelle de ses premiers jours : "C'était difficile au début, avec peu de capital, mais j'étais déterminée."

Tin'kpa a quitté l'école en classe de CM1, mais elle ne s'est pas lancée tout de suite dans une activité entrepreneuriale. L'idée de devenir entrepreneure a commencé à germer dans son esprit lorsqu'elle a ressenti le besoin de prendre en main sa propre vie financière, suite à une situation où elle avait désespérément besoin d'argent. Elle a donc opté pour les épices et les condiments et trouve une place au marché grâce à sa tante.

Le renforcement avec le FNFI

Le tournant décisif

dans la vie de Tin'kpa s'est produit lorsqu'elle a découvert le produit APSEF du FNFI. Grâce à ce produit, elle a pu accéder à des crédits successifs qui ont véritablement dynamisé son activité. L'un de ses investissements mémorables a été l'achat de ses deux premiers sacs d'oignons. Elle explique : "L'oignon était très demandé sur le marché, mais je n'en vendais pas. Grâce au FNFI, j'ai pu en acheter pour la première fois. C'était une décision que je ne regrette pas." Ces petits prêts lui ont permis de diversifier sa gamme de produits et d'élargir son étal, attirant ainsi davantage de clients. Les fonds supplémentaires lui ont également permis de se lancer dans la vente de légumes.

Impact sur la communauté

Malgré la modestie de son activité, Tin'kpa se considère chanceuse et n'hésite pas à conseiller ses jeunes sœurs : "Surtout

celles qui ne font rien. Je leur montre le chemin. Je ne suis pas riche, mais je n'attends pas mon mari. Mes sœurs peuvent compter sur le FNFI pour s'autonomiser," confie-t-elle. Elle est fière

Amama continue de croire en l'avenir de son activité d'épices et de condiments. Son histoire est une source d'inspiration pour de nombreuses femmes aspirant à devenir

de pouce à une activité initialement modeste pour une meilleure pérennité. Tin'kpa a su tirer parti des opportunités offertes par le FNFI, et son avenir est aussi lumineux que les



Tin'kpa Amama

de jouer un rôle essentiel dans l'approvisionnement en épices et en condiments à Kabou, offrant ainsi à la communauté locale un accès pratique à une variété d'épices de "haute qualité" selon ses dires.

Un avenir plein de saveurs
Aujourd'hui, Tin'kpa

indépendantes. Elle conclut en disant : "Je suis reconnaissante envers le FNFI. Je crois que mon activité va encore grandir." En conclusion, l'histoire de Tin'kpa Amama est le parfait exemple de la façon dont la persévérance et l'inclusion financière peuvent apporter un coup

saveurs qu'elle apporte à sa communauté. Son parcours rappelle que chaque petite entreprise peut avoir un impact significatif sur sa communauté, et que l'entrepreneuriat peut être une voie vers l'autonomisation économique.

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina
Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari
Responsable web :
Carlos Amevor
Comité de rédaction :
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima
Edem Dadzie
Attipoe Edem Kodjo
Edy Alley

Responsable administrative, financière
et commerciale:
AMAH Essognim

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Elections en 2023 ou en 2025

Et si les acteurs politiques se concentraient plutôt sur les préparatifs ?

Le débat sur l'organisation des futures élections au Togo engendre une véritable controverse sur la scène politique nationale. Mais, au lieu de passer leur temps à vouloir imposer un calendrier pour ces consultations électorales, les partis politiques ne devraient-ils pas plutôt prendre le temps qui les sépare de ces compétitions pour mieux s'armer ?

Selon le gouvernement, le Togo organisera des élections législatives et régionales d'ici la fin du premier trimestre de l'année 2024. Ces deux élections auraient dû avoir lieu avant la fin de l'année 2023. Elles ont connu un report par décision prise en Conseil des ministres. Dans quelques mois soit en 2025, le Togo devra aussi organiser une élection présidentielle.

Les mandats des Conseils municipaux arrivent aussi bientôt à leur terme. Il faudra donc organiser des élections municipales. Etant donné qu'une seule élection au Togo peut coûter plus de 15 milliards de FCFA, et que désormais le pays organise les élections sur fonds propres, certains acteurs politiques pensent qu'il faut les coupler.

Gerry Taama, député à l'Assemblée nationale, président du Nouvel engagement togolais (Net) a été parmi les premiers à exiger la tenue d'élections générales au Togo en 2023, au lieu de consacrer d'importantes ressources financières à ces scrutins, alors que le pays doit faire face à plusieurs défis sociaux...

Lorsqu'il était secrétaire national du Comité d'action pour le renouveau (Car), Jean Kissi a également adopté une position similaire en affirmant qu'il était inconcevable de sacrifier autant d'argent pour des élections alors que les Togolais sont dans le besoin. Lorsque le processus traînait en 2023, beaucoup ont pensé que le

gouvernement voulait peut-être épouser ces réflexions. Mais, très vite, l'on s'est rendu compte que le Togo ne souhaite pas coupler toutes les élections. Le calendrier rendu public en fin d'année dernière en est une illustration. Lors des récents travaux du Cadre permanent de concertation (CPC), plusieurs sujets cruciaux ont été discutés, mais il semble que la question du couplage des élections n'ait pas été au rendez-vous.

Alors, si l'on décide de coupler les législatives et les régionales, est-ce qu'il est envisagé de coupler les municipales et la présidentielle prochaine ? Si c'est le cas, les Togolais iront aux urnes deux fois d'ici 2025. Dans ce cas, l'on pourra peut-être amoindrir

n'est pas d'accord.

Des observateurs pensent que tôt ou tard le Togo n'aura pas d'autres choix que d'organiser des élections générales. En effet, le Togo comptera désormais quatre institutions à mandats électifs (la présidence de la République, l'Assemblée nationale, le Sénat, les municipalités).

Donc, si le pays veut optimiser les investissements dans l'organisation de ces scrutins, il faudrait les coupler. Pour le moment, la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) ne donne pas l'impression que le Togo tiendra des élections d'ici la fin du premier trimestre de l'année en cours.

Quel que soit le moment



les dépenses. Sinon, les Togolais doivent s'attendre à aller aux urnes trois fois d'ici 2025. En attendant que le sujet ne passe peut-être au CPC, le Car de Yawo Daté s'est récemment invité dans le débat en proposant des élections générales en 2025. Maître Mohammed Tchassona Traoré, président du Mouvement citoyen pour la démocratie et le développement (MCD),

où ces élections auront lieu, les acteurs politiques qui aspirent à briguer des mandats électifs, doivent être prêts. Alors, au lieu de perdre du temps à se disputer autour d'une question sur laquelle le gouvernement aura le dernier mot, ils feraient mieux de se consacrer à des tâches plus utiles pour leurs formations politiques.

TM

Sécurité hydrique

La police de l'eau est enfin effective au Togo

Le 17 janvier dernier, le ministre de l'Eau et de l'Hydraulique villageoise, le général de brigade Damehame Yark, a officiellement lancé à travers un arrêté, la création de la police de l'eau. Celle-ci est prévue depuis des années par le Code de l'eau.



Le général de brigade Damehame Yark

Mandatée pour rechercher et constater les infractions au Code de l'eau en vigueur depuis 2010, la police de l'eau opérera sur tout le territoire national. Elle sera constituée d'agents et d'officiers de police judiciaire, d'agents assermentés des ministères de l'Eau, de la Santé, de l'Environnement, de l'Agriculture, des collectivités territoriales, et de personnes mandatées par l'Etat.

Ces agents auront le pouvoir d'accéder aux domaines et domiciles privés, dépendances, puits, forages, et autre ouvrages liés à l'eau, pour procéder à des enquêtes et constats. Cet accès peut se faire en présence ou sur la réquisition du procureur de la République, du juge d'instruction, ou de toute autorité judiciaire compétente, ou encore en vertu d'un mandat délivré par les autorités judiciaires compétentes.

La police de l'eau pourra

exiger du propriétaire ou de l'exploitant d'une installation de captage ou de prélèvement d'eaux, ou de rejet d'effluents, leurs autorisations et la mise en marche des installations pour vérifier leurs caractéristiques.

De plus, selon l'arrêté pris par le ministre, elle a le droit d'accéder aux terrains, édifices, maisons d'habitation, véhicules, ou bateaux pour prélever des échantillons, installer des appareils de mesure, procéder à des analyses, ou examiner les lieux où des infractions sont suspectées. Les agents de la police de l'eau pourront, en cas de nécessité, requérir l'assistance de la force publique, et en cas de flagrant délit, engager des poursuites contre les délinquants. « L'eau destinée à la consommation doit remplir toutes les conditions d'hygiène », rappelle le général Yark.

Edem Dadzie

Panafricanisme

Le 9ème Congrès panafricain change de dates

Le 9ème Congrès panafricain se tiendra au cours de cette année 2024 à Lomé, la capitale togolaise. De nouvelles dates viennent d'être rendues publiques par la diplomatie togolaise dans le cadre de cette grande conférence panafricaine.

L'évènement devait se tenir du 22 au 25 octobre 2024. Mais il aura finalement lieu du 29

octobre au 2 novembre 2024. L'annonce a été faite le jeudi dernier par le professeur Robert Dussey,



Professeur Robert Dussey

ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration

régionale et des Togolais de l'extérieur.

C'était lors de la 7ème réunion du haut Comité ministériel sur l'agenda de la décennie (2021-2031) des racines africaines et de la diaspora. Le 9ème Congrès panafricain a pour thème : « le renouveau du panafricanisme et la place du continent dans la gouvernance mondiale ». Il réunira des Africains du continent, de la diaspora, et des afro descendants.

La rédaction

Célébration du 10ème anniversaire du FNFI

Le succès du modèle d'inclusion financière et sociale togolais

D'hier à aujourd'hui, le Fonds national de la finance inclusive (FNFI) est le couronnement d'une décennie d'activités au service des couches vulnérables de la population. Avec 109,83 milliards FCFA de crédits octroyés à plus d'un million de personnes, le FNFI s'est hissé au panthéon de l'inclusion sociale et financière dans l'Uemoa. Un cocktail de presse marquant officiellement le lancement de la célébration des dix ans de la FNFI, s'est déroulé, ce samedi 20 janvier 2024 à Lomé.



Lancement des célébrations marquant les 10 ans de FNFI, ce 20 janvier 2024 à Lomé

Au commencement était cette parole : « nous ne pouvons plus laisser dans notre pays, les pauvres s'appauvrir davantage ». Déclaration faite le 25 janvier 2014, par le président de la République, Faure Gnassingbé lors du lancement du FNFI. Une décennie après, cette parole de Faure Gnassingbé s'est faite chair. Elle a été la ligne de conduite qui a orienté les activités du FNFI tout au long de son parcours. Aujourd'hui, les résultats plaident en faveur de cette vision impulsée par le président de la République et mise en œuvre par le FNFI.

En donnant l'opportunité à 1.869.367 acteurs du secteur informel de bénéficier de 109,83 milliards FCFA de crédits, le FNFI a stimulé et encouragé les activités génératrices de revenus. Cette confiance accordée aux populations vulnérables à travers des prêts, a connu un taux de remboursement de 93,5% de la part des bénéficiaires. Cet ambitieux programme d'inclusion sociale et financière a ainsi permis de jeter les bases du bien-être des populations défavorisées.

Avec 13 produits stratégiques adossés à différents secteurs et cibles, le FNFI a favorisé la création des sources de revenus des hommes et femmes vulnérables. Cette initiative a le mérite de sortir les populations

défavorisées de l'extrême pauvreté. Parmi ces produits, 3 se sont distingués comme étant

PAF, PAIFFV, PAS-AGRISEF, PAS-APSEF, PNPER, PS, KIFFE, NKODEDE, REF-PSF et RELANCE.



les plus sollicités par les bénéficiaires. Il s'agit de l'Accès des pauvres aux services financiers (APSEF), l'Accès des agriculteurs aux services financiers (AGRISEF) et l'Accès des jeunes aux services financiers (AJSEF). Ces produits à eux seuls, ont permis d'octroyer plus de 90 milliards FCFA aux bénéficiaires.

Dans les détails, les crédits liés à l'APSEF sont évalués à 38,02 milliards FCFA, soit 34% du crédit total octroyé, l'AGRISEF, 35, 41 milliards, soit 32% et l'AJSEF, 16,60 milliards, soit 14%. Le reste des crédits a été octroyé aux bénéficiaires des 10 autres produits, les moins sollicités. On peut citer notamment les produits,

panélistes qui ont participé à ce cocktail de presse. Occasion de partager les différentes réalisations, les défis et les perspectives du Fonds. Pour la ministre de l'Inclusion financière et de l'Organisation du secteur informel, Mazamesso Assih, le FNFI a engrangé des succès importants grâce aux produits innovants mis en place.

Outre les grandes réalisations liées à l'accès au crédit des couches marginalisées, d'autres succès restent à souligner. « Depuis 2019, 1800 PPME sont devenues des entreprises prospères. Elles ont passé le cap du crédit bancaire et de la fiscalisation. Et c'est le plus gros succès que nous enregistrons, pas en terme de nombre mais en terme de fierté de savoir que les personnes qui

Mazamesso Assih.

Au-delà des crédits accordés, la ministre a levé le voile sur d'autres pans des activités du FNFI qui ont contribué valablement à améliorer les conditions de vie des populations. « Nous ne faisons pas que du crédit financier, nous faisons aussi de l'accompagnement social et économique envers certaines populations dites vulnérables et marginalisées... Nous avons couvert 1957 villages à travers le Togo ».

En ce qui concerne les perspectives, le grand défi des prochaines années selon Mazamesso Assih est la digitalisation. « Le premier défi 2024-2025 est lié à la digitalisation ». Des outils digitaux seront implémentés pour permettre aux populations les plus lointaines d'être touchées et d'avoir accès aux crédits. Ces outils seront au bénéfice des microfinances partenaires du Fonds dans un premier temps, mais seront par la suite mis à la disposition des autres microfinances. A ces défis, le président du conseil d'administration (PCA) de l'Association professionnelle des systèmes financiers décentralisés au Togo, Kokou Gabiam, ajoute qu'il y a lieu de « renforcer le partenariat du FNFI, et cela passe par la mise place de nouveaux produits. La digitalisation pour permettre que les zones non encore atteintes soient touchées. Les questions de l'éducation financière que nous comptons aussi

Le cocktail de presse qui dresse le bilan et lance les perspectives

« Cultiver l'avenir avec le

ont été accompagnées il y a dix ans, qui sont parties de rien, aujourd'hui arrivent à se mettre



soutien du FNFI", c'est ce lietaut qui a orienté les échanges des différents

dans le développement économique du pays », a indiqué la ministre

renforcer parce qu'une population bien éduquée à la chose financière,



permet également un bon remboursement des crédits».

S'ajoute aussi à ces défis, la cavalerie. Pour la ministre de l'Inclusion financière, la digitalisation du processus d'octroi de crédits permettra aussi de lutter contre la cavalerie. « Nous constatons qu'il y a beaucoup de clients qui vont d'institution en institution, et prennent de l'argent et ne remboursent pas. Avec la digitalisation, il y aura la constitution d'une base de données et la centralisation des informations. Ce qui veut dire, qu'un client qui est sous crédits dans une institution donnée a ses informations stockées sur cette plateforme. Une autre institution de microfinance qui veut mettre en place un crédit au profit de ce client, saura. La base de données va faire sortir l'information que ce client est déjà sous prêt. La digitalisation va donc permettre de lutter contre la cavalerie », a ajouté Kokou Gabiam.

Une collaboration agissante du FNFI avec des microfinances

Aujourd'hui, 20 institutions de microfinances sont partenaires du FNFI. Cette collaboration avec les microfinances s'est concrétisée par la signature d'une convention de performance signée par le FNFI avec chacune des institutions en 2014. Selon le PCA de l'Association professionnelle des

systèmes financiers décentralisés au Togo, Kokou Gabiam, « ces conventions retracent les obligations de chacune des parties, et également tout ce qui est volume de crédits accordés. Mais aussi, tout ce qui est appui que le FNFI doit apporter aux institutions dans le cadre des produits à ces bénéficiaires ». A travers cette convention, les institutions de microfinances identifient les bénéficiaires. Ces derniers sont formés par les gestionnaires des institutions de microfinances. « Ensuite une mise à disposition est envoyée au FNFI pour pouvoir être refinancée. Dès lors, ces fonds sont mis en place au bénéfice des populations. Puis après, nous avons des agents à l'interne qui assurent le remboursement de ces crédits. Ils vont vers les bénéficiaires dans les lieux de rassemblement des groupements pour collecter ces fonds ».

Pour Kokou Gabiam, « ces dix années ont permis également le renforcement des capacités au niveau de FNFI et également au niveau des institutions de microfinances. Les acteurs ont donc été renforcés en capacité. Pendant ces dix années nous avons vu que l'inclusion financière a été au cœur des stratégies au niveau des institutions, ce qui a permis aujourd'hui d'avoir un taux d'inclusion



de 85,72% avec une participation de plus de 50% des microfinances à ce taux ».

Selon les dernières statistiques de juillet 2022, le taux d'inclusion financière au Togo est passé de 57% en 2014 à 72% en 2018, puis

à 85,72% en 2021 faisant de la performance togolaise, la meilleure de l'Uemoa.

Pour la célébration de cette décennie, une foire aux bénéficiaires et plusieurs activités sont organisées. Cette foire vise à jeter une lumière sur les bénéficiaires

à travers leurs produits. Elle vise aussi à créer un cadre de réseautage et d'échange. Les activités entrant dans le cadre de cette célébration se déroulent sur le parvis du stade de Kégué à Lomé, jusqu'au 25 juillet 2024.

Edy Alley

Togo

Infrastructures et énergies à l'heure du défi

Dans la nuit du 21 décembre 2023, un incendie a réduit en cendres des installations et les marchandises du marché d'Assiyéyé (commune d'Agoè-Nyivé 1). Toutes les provisions des commerçants et commerçantes sont parties en fumée, sous le regard impuissant des riverains. Alors que le chemin de la nouvelle année était tout tracé, ce sinistre est venu déjouer les prévisions. Quelles solutions ont été trouvées aux victimes ? Pour ne pas parler que du cas de l'incendie du marché d'Agoè, où en sont les ambitions sociales du pays ? Quelques éléments de réponse à travers ce dossier.



Route communautaire en construction

Les projets communautaires font partie intégrante du développement d'un pays. Au Togo, à travers une approche participative, le gouvernement investit dans des microprojets d'infrastructures communautaires, ce qui renforce la cohésion sociale, améliore les conditions de vie et favorise le développement durable. Outre les infrastructures communautaires, la sécurité routière par le biais des immatriculations fait également partie des priorités. Sans passer sous silence l'une des forces de la vie : les énergies propres. Le Projet de soutien aux microprojets d'infrastructures communautaires (Psmico) fait du bien aux communautés togolaises, avec les changements positifs qu'il apporte à l'échelle locale. Le Psmico a été créé pour accompagner le processus de mise en place et de gestion des

infrastructures socio-collectives pour satisfaire durablement les besoins des populations des communautés à la base.

Stratégies de soutien aux microprojets d'infrastructures communautaires

Spécifiquement, le Psmico entend relever les capacités opérationnelles des Comités de développement à la base (CDB) ; rendre ces comités plus efficaces dans la résolution de leurs problèmes ; promouvoir l'auto-développement des communautés à la base. Pour avoir accès au projet, les communautés doivent disposer d'un plan d'action villageois. Pour les communautés qui n'en disposent pas, elles ont la possibilité de solliciter l'appui du projet pour l'élaboration de leur plan d'action.

Elles doivent également remplir la condition de la participation communautaire à la réalisation du microprojet. « Cette

participation doit être en nature et ou en espèce et doit représenter 5 % du montant du microprojet », souligne l'Anadeb.

Les responsables de l'Agence procèdent également à l'analyse des demandes exprimées

entrepreneurs ; à la réalisation des ouvrages ; au renforcement des capacités des acteurs locaux ; au suivi, évaluation et capitalisation. Depuis que le Psmico a été lancé jusqu'à 2021, 113 forages ont été construits pour le compte des communautés à la base. Sur la période 2011-2021, ce sont 550 salles de classe qui ont été construites et réhabilitées tout comme 465 hangars de marché.

L'Anadeb calcule à 204 le nombre d'infrastructures d'assainissement. 15 maisons de jeunes ont été installées. 732 plans d'action villageois ont été élaborés. Les financements engagés de 2011 à 2021 sont de 21,4 milliards de francs CFA par l'État et ses partenaires.

Propreté sur les routes et pistes

Il existe au Togo un engagement durable pour le bon état des routes et des pistes. Des initiatives de nettoyage, des programmes éducatifs et des collaborations avec les communautés, etc. sont au cœur des actions du gouvernement. Elles donnent de l'éclat aux infrastructures et

maintiennent les voies du Togo propres et accessibles. Il s'agit d'un projet d'accompagnement des communautés dans l'entretien manuel des routes et des pistes. L'Agence nationale d'appui au développement à la base (Anadeb) et la Société autonome de financement de l'entretien routier (Safer) collaborent sur ce projet qui a pour but de « maintenir les abords des chaussées, les ouvrages de drainage et d'assainissement dans un état de propreté permanent afin de garantir une visibilité sur les routes et pistes rurales et d'assurer le bon écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ». Spécifiquement, il est question de garantir la couverture en permanence du réseau pour desservir les populations rurales et désenclaver les zones retirées ; intervenir rapidement et à moindre coût pour stopper les dégradations des routes et pistes dès leur apparition ; créer de l'emploi pour freiner l'exode rural ; faciliter l'accès aux services sociaux de base.

Les critères de sélection



Immatriculation au Togo

par les communautés ; à l'appui à la mobilisation de la participation locale ; aux choix des

améliorent le bien-être des citoyens.

Le cantonnage est l'un des moyens phares qui

sont la densité du trafic et les potentialités agricoles et économiques des zones. Tous les villages

et les villes du Togo sont ciblés. Depuis sa création jusqu'en 2021, le cantonnage a facilité l'entretien de 8 204 km de routes dont 1 662 km en seulement 2021. S'agissant de la distance de pistes entretenues,

des guichets publics physiques, la création des plateformes numériques pour simplifier les démarches et réduire les délais d'attente, fournir des informations claires aux usagers, etc. Cette dynamique

l'immatriculation peut être un indicateur de la légitimité de la transaction. Lorsque la moto est immatriculée, les démarches administratives telles que la vente, le transfert de propriété ou la résiliation

genre remonte à 2019. Parmi ces conducteurs, plusieurs conduisent des taxi-motos. Leur profession est de plus en plus soutenue au Togo.

Énergie propre : le Togo mise sur l'hydroélectricité

L'objectif du Togo vis-à-vis de l'électricité est sans ambiguïté : accès universel d'ici 2030. Bien engagé dans la vision de développement durable, c'est vers les sources dites propres (sources durables) que se tourne l'exécutif pour matérialiser cette ambition. L'une des ambitions clés à cet effet est de faire passer la part du renouvelable dans le mix énergétique du pays de 30 % en 2022 à 50 % en 2025. L'énergie solaire et l'hydroélectricité sont les deux principaux leviers du gouvernement pour remplir cet objectif. Si pour le premier (électricité solaire), des initiatives se multiplient, à l'image de la centrale solaire de Blitta (objectif de production de 100 MW) et celle de Dapaong (objectif de production de 30 MWc), l'État n'est pas moins enthousiaste face à l'hydroélectricité.

Le pays veut se doter d'un

fourniture d'eau potable aux populations locales et favorisera l'irrigation de terres agricoles. L'initiative s'inscrit dans le cadre plus large du Green Power Togo. D'autres projets prévus dans le cadre du Green Power Togo comprennent des centrales hydroélectriques dans les localités de Titira et de Tététou qui fourniront respectivement 24 MW et 64 MW de courant électrique.

Le développement de l'hydroélectricité, c'est aussi la réhabilitation du barrage de Nangbéto (région des Plateaux) pour un coût global de 13 milliards de francs CFA. L'ouvrage qui fournit au moins 65 MW aux pays voisins du Togo et du Bénin, est appelé à contribuer à cette quête de la production d'énergie propre par le gouvernement togolais. Par ailleurs, la Feuille de route gouvernementale Togo 2025 fait la part belle à l'énergie. En vue de moderniser le pays et renforcer ses structures, elle a prévu l'augmentation de la capacité de production, de transport et de distribution d'électricité dans le pays. L'un des



Énergies propres

L'Anadeb estime qu'elle est de 19 704 km dont 6 068 km en 2021. Le nombre de personnes bénéficiaires du projet en 2021 est de 26 847 têtes. Par ailleurs, 3 847 Comités de développement à la base (CDB) ont été formés. Parmi eux, 1 882 CDB ont été formés en 2021. Les financements engagés depuis que le cantonnage est exécuté jusqu'à 2021 sont de 284 230 150 francs CFA, offerts par la Safer.

Avantage de l'immatriculation, plus de 41 000 engins enregistrés

Le Togo marque des pas vers une administration plus accessible et efficace. À travers des initiatives stratégiques, le pays simplifie les procédures administratives, optimise les services et garantit un accès facilité pour tous les usagers.

Les réformes entreprises donnent de la vigueur aux interactions entre les services publics et les citoyens, favorisant ainsi un environnement propice à la transparence et à la responsabilité.

Depuis des années, le gouvernement met l'accent sur l'amélioration de l'accueil au sein

de rapprochement touche aussi le secteur des transports, en l'occurrence les conducteurs des engins à deux et trois roues. Les pouvoirs publics les motivent à s'immatriculer pour un paysage routier plus sûr.

Les avantages de l'immatriculation sont nombreux, tant pour le propriétaire que pour une meilleure régulation du trafic et une sécurité routière. L'immatriculation garantit que l'engin est enregistré auprès des autorités compétentes et respecte les règles et réglementations en vigueur. Elle permet d'identifier clairement le propriétaire et en cas de vol ou de perte, cela facilite les démarches pour retrouver le véhicule. Les motos immatriculées peuvent être plus facilement contrôlées par les autorités routières. Aussi, l'immatriculation est souvent liée à l'obligation de souscrire à une assurance responsabilité civile pour une indemnisation en cas d'accident où le conducteur est en faute. Mais encore, lors de l'achat d'une moto d'occasion,

de l'assurance sont facilitées, etc.

A l'issue d'une opération d'immatriculation foraine démarrée le 05 décembre 2023 sur l'étendue du territoire, la tournée nationale a fait immatriculer au total 41 426 engins. L'opération a été effectuée par la



Énergies renouvelables

Direction des transports routiers et ferroviaires (DTRF) sur une douzaine de jours dans 25 localités du pays. Elle a identifié les engins sans plaque en circulation sur le territoire, l'objectif étant de rapprocher les services publics des usagers. La dernière initiative de ce

barrage polyvalent pour la production d'électricité au nord du pays. D'un coût prévisionnel d'un peu plus de 78 milliards de francs, la centrale produira 24 MW de courant ; de quoi alimenter 400 000 personnes dans la région de la Kara. Le barrage donnera lieu à la

objectifs intermédiaires de cette ambition est de faire passer le taux d'accès à l'électricité à 75 % en 2025, un défi qui est en passe d'être relevé, avec un taux d'électrification évalué à près de 60 % en 2021.

Attipoe Edem Kodjo

BULLETIN D'ABONNEMENT



Abonnez-vous au journal quotidien TOGO MATIN !

Souhaitez-vous vous abonner au journal Togo Matin ou l'offrir à un (e) ami (e) ou à vos proches?

Nom ou raison sociale:

Profession ou activité:

Adresse: / BP:

Tél: / E-mail:

Je m'abonne

01	Abonnement mensuel:	5.000	FCFA
02	Abonnement trimestriel:	15.000	FCFA
03	Abonnement semestriel:	20.000	FCFA
04	Abonnement annuel:	40.000	FCFA

Vous êtes un **annonceur**, un **privé**, une **agence conseil** en communication ou un **homme d'affaires**! Vous avez besoin d'une communication dans le journal **Togo Matin**?

📞

BP: 30117 Lomé-Togo
Tél: 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail: atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
tw: @togomatin1

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso; Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé

BIBLIOTHEQUES	AGENCE DE COMMUNICATION	COURRIER EXPRESS	OPERATEURS TELEPHONIQUES
BIBLIOTHEQUE NATIONAL: Quartier Admi Tel: 22 21 04 10 CENTRE CULTUREL LOYOLA Quartier Agoè en face Camps FIR, Tel: 90 64 80 77 INSTITU FRANÇAIS DE LOME: Quartier Administratif; Tel: 22 23 46 60 / 22 23 46 65	AG Partners: Sise à Cassablanca www.couleurafrique.com Larry Event Day (LED) Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54 Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers	DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51 EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51) FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96 TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68 SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26	MOOV :Tél. 22 20 13 20 TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11 TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14
LIBRAIRIE	SUPERS MARCHES A LOME	SANTÉ GENERALISTES	
GRAIN DE PENSEE: 30, bvd du 13 janvier Tel: 22 22 32 43 LIBRAIRIE BON PASTEUR: Quartier Assiganto Avenue Sylvanus Olympio Tel: 22 22 26 66 LIBRAIRIE BONNE SEMENCE: Quartier Avé Maria, Avenue du 30 Août LIBRAIRIE STAR: Quartier Bénéglato, rue du lac Togo Tel: 22 22 74 83	CONCORDE: (Atikoumé; juste à côté de l'UTB) RAMCO: (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche) LE CHAMPION SUPER MARCHÉ: (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43	DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77 CLINIQUE BIASA ; Tél: 22 21 11 37 CLINIQUE SAINT-RAPHAËL ; Tél: 22 25 92 77 CHU TOKOIN ; Tél: 22 21 25 01 CHU CAMPUS ; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68 HORLOGE PARLANTE ; Tél: 116 CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72	
ESPACES CULTURELS	FRUITS ET LEGUMES	OU MANGER ET DORMIR A LOME?	
CENTRE BRIN DE CHOCOLAT: Quartier kodjoviakopé; Tél: 22 20 06 59 / 90 04 32 86 CENTRE CULTUREL: DENYIGBAN; Quartier St Joseph, rue Anima Tel: 22 41 98 16 CENTRE CULTUREL: LOYOLA; Quartier Agoè Tel: 90 64 80 77 CENTRE ODAYE: Quartier Hédranawoé Tel: 90 64 80 77 CENTRE ODAYE: Quartier Hédranawoé Tel: 22 42 12 07	MARCHE ABATTOIR: (Juste en face du Super Marche Le Champion) MARCHE DE GOYI SCORE: (Juste en face du Super Marché RAMCO) PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA: (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38	RESTAURANT LE TABLIER (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2è ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona) Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80 HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver; Tél : 90 17 03 30 HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé); Tél : 22 61 30 63 LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11	
MANNEQUINAT & HÔTESSE	DANSE ET COURS DE ZUMBA	MUSCULATION ET MASSAGE	
ALLURE MODE AGENCY; Tel: 99 22 04 62 CHALLENGE AGENCY; Tel: 92 27 91 66	AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919 COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90 COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver; Tél : 90 17 03 30 COURS DE ZOOMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75 CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine); Tél : 90 15 39 87 SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra); Tél : 91 70 61 86	Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES» Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30 BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures); Tél: 90 24 10 72 GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss); Tél : 90 04 76 60 GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé); Tél : 22 35 18 28 GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida); Tél : 22 71 49 70	
SALLE DE CINEMA	AVIATION		
HARMONIE SIGNATURE: Résidence de la caisse Tel: 22 26 12 55 CANAL OLYMPIA: Tokoin Gbadago Tel: 98 34 83 52 CINEMA GREENFIELD; Quartier Tokoin hôpital Tel: 22 21 12 55	AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport) Tél : 22 40 04 99		

Marquage fiscal automatisé

SICPA Togo s'engage dans le développement local par un forage à énergie solaire à Agbandi

SICPA Togo, acteur majeur dans le marquage fiscal automatisé et sécurisé des produits de consommation, a concrétisé son engagement en faveur du développement local en réceptionnant un forage à énergie solaire dans le village de Djato Kopé, à Agbandi, préfecture de Blitta, le 29 décembre 2023.

Directeur Général de SICPA Togo, ce projet répond de manière efficace aux besoins des communautés locales en résolvant un problème crucial d'accès à l'eau. Il souligne l'engagement continu du groupe SICPA envers la durabilité et le bien-être



L'événement inaugural, qui s'est tenu en présence de personnalités telles que le Secrétaire Général de la préfecture de Blitta, Monsieur Médjina DOTSE, et le Chef du village de Djato Kopé, Monsieur Abalo ALIOU, a été marqué par une ambiance enthousiaste.

Et pour cause, ce forage, capable de fournir quotidiennement 30 m³ d'eau, représente une avancée majeure en matière d'accès à l'eau pour plus de 1500 habitants de Djato Kopé et ses alentours. Par ailleurs, il marque la première étape d'une initiative globale de « soutien aux organisations paysannes pour renforcer leur résilience face au changement climatique », portée par le cabinet partenaire, Feel Agro Consulting. C'est dans ce cadre que 69 bénéficiaires (dont 70% de femmes) ont été formés aux bonnes pratiques agroécologiques et se sont vu offrir des kits d'intrants biologiques. L'arrivée d'eau a ainsi facilité la mise en place d'un "champ école agriculteur" où ces nouvelles techniques de culture durable seront mises en pratique.

Selon Monsieur Balam Sosso TCHAMDJA,

des communautés.

Alignée avec ses objectifs de Responsabilité Sociale d'Entreprise (RSE), cette nouvelle initiative contribue aux Objectifs de Développement Durable des Nations Unies, en particulier les objectifs 6 (Eau propre et assainissement), 10 (Réduction des inégalités) et 13 (Lutte contre le changement climatique).

En tant que fournisseur de solutions de sécurité pour les gouvernements, les banques centrales et l'industrie, SICPA assure depuis 2020 le marquage fiscal sécurisé des produits de consommation au Togo avec la Solution Automatisée de Marquage (SAM). Cette technologie innovante lutte contre le commerce illicite et protège les citoyens contre les produits contrefaits.

Fondée à Lausanne en 1927, SICPA, dont le siège social est en Suisse, est aujourd'hui présente sur les cinq continents et emploie environ 3000 personnes. La société s'engage à promouvoir une économie de confiance, garantissant l'intégrité et la valeur des transactions et des produits à travers le monde.

TM



CAN 2023

Les « petites nations » bousculent la hiérarchie

La 32^e fête du football continental, CAN TotalEnergies Côte d'Ivoire 2023, est en grande célébration en terre ivoirienne. Après une première journée âpre entre les 24 nations, l'on assiste à une Coupe d'Afrique des nations de toutes les surprises. Certaines équipes considérées comme petites nations de football ont créé la sensation et bousculé la hiérarchie.

Les pays tels que Guinée équatoriale, la Namibie et le Cap-Vert ont fait sensation en ce début de la CAN 2023. Tels des héros, ils sont sortis de l'ombre pour voler la vedette aux grandes nations notamment le Nigeria, le Ghana et la Tunisie.

La Guinée équatoriale bouscule la hiérarchie

Le Nigeria a été accroché d'entrée (1-1) par la Guinée équatoriale, le 14 janvier 2023. Pour son entrée en lice, les Super Eagles ont été refroidis par deux Nzalang Nacional : Jesus Ngua et Ivan Salvador. L'armada offensive nigérienne commandée par l'attaquant Victor Osimhen n'a pu démolir la modeste défense équato-guinéenne guidée par le gardien Jesus Ngua. Alors que beaucoup d'observateurs s'attendaient à une promenade de santé des Nigériens au stade d'Ebimpé, le poison équato-guinéen, Ivan Salvador, met

truchement de l'inévitable Victor Osimhen qui règle les comptes de la tête (38') : 1-1. Tout est devenu plus serré pour les hommes de José Victor Dos Santos Peseiro qui sont tombés sur un gardien d'un grand soir titularisé par Juan Micha Obiang Bicogo. En effet, le gardien de la Guinée équatoriale évoluant en DVO Alaves en Espagne, a enrayé les dangers adverses sur sa ligne de but. Vigilant, le portier de 22 ans et élu homme du match a permis à son pays d'obtenir un précieux point du nul en attendant ses rencontres contre la Côte d'Ivoire et son voisin de la Guinée-Bissau dans le groupe A.

Avec le plein de confiance, la Guinée équatoriale marche sur la Guinée-Bissau, quatre jours après, lors de la 2^e journée du groupe A de la CAN 2023. Cette cuisante défaite est synonyme d'un pied dehors pour le Veve Nacional. Le

Guinée-Bissau est au nez de la porte et sa survie dépend désormais du résultat du choc entre la Côte d'Ivoire et le Nigeria.

Une Namibie historique et sensationnelle



Emilie Nsue, capitaine Guinée équatoriale

Les dieux de la Namibie sont tombés sur la tête de la Tunisie ! Les Namibiens battent (1-0) les Tunisiens et arrachent leur première victoire historique dans cette compétition. La délivrance de tout le peuple namibien est

première victoire en Coupe d'Afrique des nations. Moment historique pour les guerriers du sélectionneur Collin Josephat Benjamin. La Tunisie du capitaine Youssef Msakni, paie le prix de son inefficacité

des médias ghanéens ont traité le Cap-Vert de « petite équipe » et voient en ce résultat une « défaite humiliante ». « Tout d'abord, il faut respecter l'adversaire et je pense que toutes les équipes se valent. Ce

offensive et de sa déconcentration défensive.

Cap-Vert, entrée tonitruante

Coup d'essai, coup de maître pour le Cap-Vert face au Ghana ce 14 janvier, lors de la première journée. Les Requins bleus ont dépeint les Etoiles noires au stade Felicia d'Abidjan. Après l'ouverture du score du Cap-Vert par Jamiro Monteiro (17'), les Black Stars réagissent avec la tête de l'homme du match Alexander Djiku (56').

Le doyen André Ayew et les siens courbent l'échine dans les derniers souffles devant le but salvateur de Garry Rodriguez (90'+2) : victoire 2-1 du Cap-Vert. Malgré la performance, Pedro Leitão Brito a fait preuve d'humilité. « C'est vrai que dans notre groupe (ndlr, le groupe B de la CAN). Nous avons de grandes nations. Notre victoire contre le Ghana ne fait pas de nous les favoris et nous ne sommes pas encore qualifiés. Le travail va continuer », a dit le sélectionneur capverdien, en conférence de presse d'après-match. Le Cap-Vert est logé dans le groupe B aux côtés du Ghana, de l'Égypte et du Mozambique qui ont fait un nul (2-2) lors de la première journée.

Lors de la conférence de presse d'après-match,

n'est pas nécessaire de minimiser », a recadré Christopher Gerard Hughton, sélectionneur du Ghana.

Statistiques de la première journée

Les rideaux sont tombés sur la première journée de la CAN 2023 en terre ivoirienne. Focus sur les statistiques. Réparties en 6 groupes de 4, les 24 nations ont disputé chacune une rencontre, soit un total de 12 matchs au sortir du premier round. Durant les 12 confrontations, au total 27 buts ont été marqués dont 3 sur penalty, soit une moyenne de 2 buts par match. Quarante-deux (42) cartons jaunes ont été distribués soit 3,5 cartons par match ; contre 3 cartons rouges en tout. Cinq (5) matchs nuls ont été enregistrés.

Le score le plus fréquent est le 1-1 (4 fois). La rencontre la plus prolifique en but est celle de l'Égypte contre le Mozambique (2-2). Aucun score vierge (0-0) n'a été enregistré. Le prodige milieu sénégalais de 20 ans, Lamine Camara, termine meilleur buteur de la première journée avec 2 réalisations (contre la Gambie).

Attipoe Edem Kodjo depuis la Côte d'Ivoire



Action du match Ghana vs Cap-Vert

le feu à la 36^e minute sur une délicieuse balle placée du pied gauche : 1-0 pour la Guinée équatoriale grâce à son dossard 6 gaucher de 28 ans, évoluant au Miedz Legnica en Pologne.

Piqués dans leur orgueil, les Super Eagles réagissent deux minutes après par le

Nzalang Nacional a passé une après-midi de sieste malgré le bruit des Bissau-Guinéens. A l'arrivée, ce sont les Équato-Guinéens qui se sont largement imposés (4-2) avec un triplé du capitaine Emilio Nsue Lopez (21', 51', 61'), élu homme du match. Avec zéro unité en deux rencontres, la

venue de la tête de Deon Hotto (88') qui transforme un succulent centre de Bethuel Muzeu. Très entreprenants durant toute la rencontre, les Braves Guerriers remportent leur bataille face aux Aigles de Carthage. Etant à sa quatrième participation, la Namibie décroche enfin sa

Association des Jeunes Unis pour le Bien-être, la Paix et le Vivre-Ensemble

Double manifestation divine en faveur du pays et son président, Faure Gnassingbé

A l'initiative de l'Association des Jeunes Unis pour le Bien-être, la Paix et le Vivre-Ensemble (AJUPE), une prière musulmane et une messe d'action et de grâce se sont déroulées pour placer le Togo, ainsi que son président, Faure Gnassingbé, le gouvernement et l'ensemble de la population sous la protection divine en ce début d'année 2024.



A la sortie de la messe d'action de grâce

En effet, AJUPE à travers la branche des Femmes, a tout d'abord organisé une prière musulmane le vendredi 19 janvier dernier à la grande mosquée de Lomé, avant d'enchaîner hier 21 janvier par une Messe d'action de grâce à l'église catholique de Bè Klikamé.

AJUPE se préoccupe pour la paix, le vivre ensemble et la cohésion sociale au Togo, gage du développement d'une nation. " Le

à la Grande Mosquée de Lomé a été suivie d'une courte sensibilisation sur les questions de paix et de vivre-ensemble et de la distribution de plats chauds aux enfants démunis.

« A la grande mosquée centrale de Lomé, nous sommes en union avec nos frères musulmans pour prier et demander la bénédiction, et la grâce d'Allah en faveur du président de la république, le gouvernement et sur toute la population



gouvernement ne ménage aucun effort pour garantir la paix, la sécurité et la cohésion sociale dans notre pays. Il est donc normal que nous prions pour ses membres », a indiqué la Vice-présidente, Mme Léa TAKOUDA.

La Prière Musulmane du vendredi dernier observé

Togolaise. Nous implorons la grâce d'Allah sur sa vie pour qu'il soit en bonne santé, pour qu'Allah l'accorde la sagesse et la force nécessaire pour continuer ses œuvres », a indiqué Mme TAKOUDA, avant d'ajouter « Nous croyons fortement qu'Allah qui est le sauveur a écouté nos invocations et il



Photo de famille



La Vice-présidente, Mme Léa Takouda remettant un plat chaud après la prière à la Mosquée



Photo de famille devant la grande Mosquée de Lomé

exaucera nos prières ».

L'association AJUPE sera une occasion pour tous d'exprimer le désir profond de vivre et d'agir ensemble, unis dans la différence et

dans la diversité, en vue de bâtir une nation viable reposant sur la paix, la solidarité et l'harmonie. Nous mobiliserons régulièrement aussi nos moyens afin de venir en aide

aux couches vulnérables, aux veuves et aux enfants déshérités dans la tolérance, l'inclusion, de la compréhension et dans la solidarité.

fnfi
Fonds National de
la Finance Inclusive



Célébration des **10 ANS** Du FNFI

Du **20** au **25**
janvier 2024

- Concert
- Débât
- Exposition
- Atelier & Formation
- Média Tour



   **fnfi**
www.fnfi.tg